



PARIS LE 18 OCTOBRE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Fonctionnement du conseil supérieur de la fonction publique territoriale : Une réunion au conseil supérieur de la fonction publique pour renouer avec le dialogue

Les organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique Territoriale ont été reçues aujourd'hui par M. Philippe LAURENT, Président du CSFPT.

Revenant sur les circonstances antérieures qui ont amené les organisations syndicales à contester à la fois le fonctionnement du CSFPT et une attitude indifférente voire méprisante de la DGCL à l'égard des représentants syndicaux, toutes les demandes ont à ce stade, pu être entendues et comprises par le président de l'instance représentative supérieure.

Ainsi un signal est envoyé vers les employeurs territoriaux pour organiser des rencontres informelles en amont du passage des textes dans les formations spécialisées et en séance plénière. Nous avons également renouvelé la demande d'être également entendu par monsieur le Ministre de la Transformation de la Fonction publique ainsi que par Mme la Ministre Déléguée chargée des Collectivités Territoriales et de la Ruralité.

Au vu des gros chantiers qui arrivent et qui vont fortement impacter la fonction publique territoriale, il est absolument nécessaire de pouvoir définir un agenda social avec les employeurs et la DGCL pour créer des possibilités de travailler en amont sur ces thématiques via des groupes de travail.

M. Philippe Laurent nous a assuré de son engagement pour organiser les rencontres demandées et mettre en œuvre à son niveau les leviers permettant de répondre à l'ensemble des demandes exprimées ce matin par les représentants des agents territoriaux.

Nous espérons que les séances du CSFPT pourront reprendre rapidement c'est-à-dire dès que nous aurons obtenu de rencontrer les représentants de l'Etat afin de valider ensemble, la mise en place de groupe de travail thématique et la révision du règlement intérieur de l'instance.

L'intersyndicale rappelle enfin qu'un vrai dialogue social est la gageure d'un fonctionnement institutionnel sain et que négliger le travail paritaire fait le lit de mouvements sociaux durs et non encadrés. Dans un contexte social rendu houleux par les difficultés économiques qui touchent l'ensemble des agents, nous espérons que le gouvernement fera un geste fort pour les institutions démocratiques et républicaines tout en montrant qu'il se soucie aussi (vraiment) des agents de la fonction publique territoriale.